La CGT n éprouve ni regret, ni remord : il fallait faire partir Nicolas SARKOZY, responsable d une politique de régression sociale quasi sans précédent.

La CGT ne ressent pas davantage de désillusion aujourd hui : battre la droite ultralibérale n était en aucun cas synonyme d un blanc-seing à François HOLLANDE.

Depuis l élection du nouveau Président de la république et la mise en place du Gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, d évidents bougers ont eu lieu. C est vrai dans la tonalité employée et dans l attention portée à la qualité du dialogue social, notamment.

Certaines mesures allant dans le bon sens ont été prises.

Il en est ainsi dans la Fonction publique, par exemple, de l abrogation du décret sur la réorientation professionnelle, texte que la CGT a tant combattu.

Mais, tout cela reste loin, très loin de ce qui est nécessaire et juste pour mettre en oeuvre une politique différente des précédentes.

A l inverse, les atermoiements sur des questions essentielles, les inflexions désastreuses sur certains dossiers, comme les discours faisant de l austérité un passage obligé sont autant de signaux inquiétants.

De ce point de vue, le revirement sur la fermeture du site de PSA Aulnay constitue une faute particulièrement douloureuse.

Pour la Fonction publique et ses cinq millions d agents, durement éprouvés par l ère SARKOZY, la situation s annonce particulièrement difficile.

Si l agenda social, tel qu il se précise, annonce des concertations et des négociations sur des enjeux importants (égalité professionnelle, droits syndicaux, pénibilité, santé au travail, non titulaires&.) pour lesquels la CGT sera particulièrement offensive, des points incontournables à nos yeux posent de sérieux problèmes.

Sur l emploi public et les effectifs, si l UGFF-CGT accueille favorablement les créations de postes annoncées en particulier à l Education nationale, elle désapprouve tout aussi clairement la poursuite voire l aggravation- des suppressions dans de nombreux secteurs.

En procédant à de nouvelles coupes massives, ce sont les missions publiques qui sont menacées et les conditions de travail des agents qui vont encore se détériorer.

Sur le pouvoir d achat et les salaires, les silences de la Ministre à nos exigences en matière d augmentation de la valeur du point sont alarmants. Et ce, d autant qu ils sont en revanche entourés de déclarations sur le coût, présenté comme insupportable, de toute mesure générale sur les traitements des personnels de la Fonction publique.

Il ne faut d ailleurs pas se bercer d illusions : les orientations sont identiques en matière d action sociale.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne

Face à la baisse massive du pouvoir d achat que subissent toutes les catégories, à la smicardisation d une grande partie des traitements et à la paupérisation qui s étend parmi de nombreux agents, il ne faut pas compter sur l UGFF-CGT pour se satisfaire d une politique ne rompant pas avec les précédentes, contre lesquelles elle a lutté sans relâche. Ce qui n était pas acceptable sous la droite ne saurait l être sous la gauche.

Et que dire du jour de carence, mesure inique et scélérate imposée par l ancienne majorité, qui n a toujours pas été abrogée en dépit de la demande unanime de toutes les organisations syndicales, alors même, cependant, que la participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire est d un très faible niveau.

Un « acte III » de la décentralisation est d ores et déjà en route, dans un calendrier extrêmement resserré.
L UGFF-CGT affirme de nouveau que, dans ce domaine, aucune précipitation n est justifiée. En tout état de cause, en l absence d un état des lieux contradictoire sur la répartition des compétences et d une profonde réforme de la fiscalité, l UGFF ne peut que se déclarer hostile à toute nouvelle décentralisation.

Enfin, sur la REATE et d autres réformes statutaires engagées par l équipe précédente, les premiers positionnements gouvernementaux sont pour le moins frileux, quand ils ne vont pas dans le mauvais sens. Il est patent que l engagement de François HOLLANDE de tirer un trait sur la RGPP n est pas vraiment à l ordre du jour.

Comment pourrait-il en être autrement dès lors que lui-même, Jean-Marc AYRAULT et le gouvernement reprennent peu ou prou à leur compte les doctrines consistant à comprimer les dépenses publiques socialement utiles, à faire des agents de la Fonction publique une variable d ajustement économique, à ne pas s attaquer frontalement et profondément à une autre répartition des richesses créées, ... ? Celui qui se déclarait « l ennemi de la finance » apparaît bien sensible aux sirènes du MEDEF !

Il vient d ailleurs d annoncer un plan de 30 milliards d euros qui est incontestablement un plan d austérité que l UGFF-CGT appelle à combattre.

Toutes ces mesures s inscrivent directement dans la logique du nouveau Traité Constitutionnel (le TSCG) qui n est rien d autre qu un instrument visant à rendre constitutionnelle l austérité et à priver les nations de leur libre arbitre.

L UGFF-CGT considère donc que, dès maintenant, l heure est à l intervention des salariés pour que de véritables politiques alternatives à la dictature des marchés soient mises en oeuvre.

Par étapes successives, inscrites dans un processus le plus large et le plus unitaire possible, il faut construire les mobilisations indispensables à la satisfaction de nos légitimes exigences.

En ce sens, la commission exécutive de l UGFF-CGT appelle ses adhérents et les personnels :

- à s inscrire résolument dans la campagne confédérale contre la ratification du TSCG, en particulier par la voie pétitionnaire. A construire toutes les initiatives, y compris l exigence d un référendum, qui permettent de mettre en échec ce projet. **A participer à la manifestation nationale du 30 septembre à Paris.**

- à participer à un **rassemblement militant le 4 octobre à l occasion des « Etats généraux de la démocratie sociale** » initiés par le Sénat, organisé conjointement avec nos camarades territoriaux de la Fédération des Services Publics. Ensemble, nous porterons nos exigences sur une répartition des compétences équilibrée, un renforcement des garanties statutaires pour la Fonction Publique de l Etat comme la Fonction Publique Territoriale, un développement des services publics et de la démocratie.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne

- à s inscrire **le 9 octobre, dans le cadre de la journée d action européenne**, dans l initiative de la CGT pour la politique industrielle et contre les plans de licenciements.

- à être dans les **manifestations du 11 octobre pour la défense des retraites et des retraités.**

Loin de s opposer entre elles, ces actions doivent favoriser convergence et cohérence.

Au-delà, la commission exécutive de l UGFF-CGT appelle à mettre en débat, partout dans la fonction publique, des perspectives de mobilisation sur l emploi, les salaires, les missions et le statut.

Changer, c est agir ensemble !

Montreuil, le 20 septembre 2012

APPEL CE UGFF CGT 20 09 12